

Entretien avec Pascal Fontaine

Quelles leçons tirer de la crise irlandaise, des remèdes administrés comme des conséquences prévisibles ou non sur l'équilibre européen ?

Pascal Fontaine : Cette crise d'un des pays de la zone euro est le résultat des turbulences liées à son endettement qui l'oblige à emprunter sur le marché mondial à des taux trop élevés pour son économie, taux qui sont variables selon les fondamentaux d'un pays. Cette crise, à mon avis, n'est que passagère, le fruit d'une conjoncture mondiale qui est celle de la transition, de la post-crise financière de 2008. La zone euro, comme toutes les zones monétaires, est soumise aux fluctuations des marchés, des grands investisseurs privés. Or, je pense que la crise actuelle est en réalité une chance. Elle prouve, tout d'abord, que l'Union européenne a su, à temps, mettre en place une monnaie unique, c'est-à-dire une zone de solidarité monétaire. Et ce, à la veille de l'énorme vague de spéculation liée aux mécanismes mondiaux du capitalisme financier. Le fait que la zone euro soit effective depuis 2002 a permis de créer une entité monétaire européenne capable de faire face aux chocs asymétriques. Les pays en difficulté ne sont pas toujours les mêmes. Il y a quelques années, la France et l'Allemagne se sont, à tort, libérées des contraintes du Traité de Maastricht. D'autres les ont suivis. Aujourd'hui, pratiquement tous les pays de la zone euro sont en dehors des critères de Maastricht. Ils y reviennent par des politiques d'austérité, de rigueur. Mais, dans un même temps, la solidarité européenne joue à plein car les Européens ont pris les mesures nécessaires, la création d'un fonds de stabilité monétaire qui, en association avec le FMI, oppose à la spéculation une masse de dissuasion qui est considérable, au-delà de 400 milliards d'euros, ce qui permet d'éviter qu'un pays soit mis définitivement hors de capacité de rembourser. La solidarité européenne fonctionne, et c'est ce que démontre à mon avis la crise qui joue là, comme cela a été souvent le cas dans la construction européenne, le rôle d'un déficit, d'un déséquilibre qu'il est nécessaire de combler, de dépasser. C'est ainsi que l'on va de l'avant. Dans un premier temps, on a privilégié le monétaire, l'euro et, sous l'influence allemande, la stabilité de la monnaie avec la création d'une Banque centrale indépendante. La crise a illustré de manière crue que l'Europe ne pouvait se passer d'un pilier économique, et non plus seulement monétaire, d'une concertation et coordination des politiques économiques des États membres. Une évolution désormais indispensable pour créer une meilleure convergence des économies, une meilleure optimisation de la zone euro. Le Traité de Lisbonne va sans doute, l'année prochaine, être amendé dans ce sens. À côté des dispositions destinées à pérenniser l'existence du fond de stabilité monétaire, donc de solidarité monétaire, des mesures de surveillance multilatérale seront prises, mesures prudentielles dont le but est de mutualiser les risques, de mettre chaque État face à ses responsabilités en matière de gouvernance économique. Chaque pays, tous ayant les mêmes contraintes, doit se sentir obligé, pour recevoir la solidarité dont il a ou peut avoir besoin, de jouer l'harmonie avec ses partenaires. Il y a là une collégialité de fait et de droit qui va s'instaurer. L'union européenne fait une fois de plus un progrès grâce à la crise, théorie défendue par Jean Monnet : l'Europe avance par la succession des solutions qu'elle sait apporter aux crises qui se présentent. Et les crises sont nécessaires parce qu'elles sont le signe d'un changement. La crise actuelle signifie qu'on est appelé à passer d'un cadre national, cadre des souverainetés classiques, à un cadre trans ou supra national qui est la seule dimension qui soit en harmonie avec le nouveau siècle. En quelque sorte, la crise irlandaise est un signe de plus de la justesse de la vision européenne des pères fondateurs. Les États européens ont eu des siècles de règne souverain adossé à un monde différent. La globalisation est passée par là et l'Europe n'a plus la puissance extérieure qu'elle avait lors de la guerre froide. Aujourd'hui, face aux nouvelles puissances émergentes, le poids relatif de chaque État diminue, que seul le poids collectif de l'Union peut compenser. Si tous les pays européens ont le même intérêt à mutualiser leurs efforts, c'est aussi, et surtout, parce qu'ils partagent des valeurs communes. Loin d'être une alliance tactique au niveau géographique ou une mutualisation d'intérêts immédiats, l'Europe représente un modèle de société fondé sur une conception de l'homme, de la démocratie, de l'état de droit, des valeurs humanistes, ce qui a été confirmé par le Traité de Lisbonne : c'est une communauté de valeurs et de droit. Économique au départ, monétaire ensuite, l'autre instrument pour promouvoir et défendre ces valeurs sera, de plus en plus, d'ordre politique. Nous sommes, selon la méthode graduelle, fonctionnaliste, en train de passer de solidarités économiques limitées au marché commun, puis de petites solidarités régionales, à la question de la gouvernance économique qui est le premier pas vers la gouvernance politique.

Vous évoquez le modèle de société qu'est l'Europe. Ce qui pose la question des représentations. Peut-on avancer qu'elles sont partagées entre la « vieille Europe » et les nouveaux entrants de 2004 ?

Pascal Fontaine : Le défi existe, autant pour les pays fondateurs, la vieille Europe comme l'appellent certains à tort, et la nouvelle Europe, les pays libérés du communisme dans les années 1990. Un effort mutuel d'adaptation à nos cultures et à nos représentations différentes est nécessaire. D'un côté, les pays fondateurs, en particulier la France et l'Allemagne, mais aussi les pays méditerranéens, largement inspirés par la pensée démocrate-chrétienne, ont considéré le processus européen comme un processus de réconciliation, de communauté de destin entre peuples libres, processus soutenu par les Américains dans le cadre de la guerre froide. De l'autre, le destin

et la force des armes, et l'impuissance occidentale, ont conduit un nombre important de pays d'Europe centrale et orientale à être privés de liberté à leur corps défendant et soumis à la puissance soviétique. C'est un fait, et une injustice de l'histoire. Si la culture des pays de l'Europe de l'Ouest, la délégation des souverainetés aux institutions communautaires vers un modèle graduellement confédéral, était une démarche novatrice destinée à faire de l'Europe une nouvelle puissance sur la base de ses traités, les pays d'Europe centrale et orientale ont nourri, lors de leur entrée dans l'Union, une attitude de facto très différente. Les pays de l'ex-bloc soviétique, la Pologne, la Hongrie, les Tchèques notamment, ont considéré qu'ils avaient des droits historiques à une compensation, l'Ouest les ayant abandonnés à la domination soviétique. Leurs revendications ont été en grande partie satisfaites en termes de compensation, d'aides financières, d'intégration rapide. On peut même dire, pour certains pays, que leur adhésion a été prématurée car ils n'étaient pas prêts, structurellement, à entrer directement de plain-pied dans l'acquis communautaire (Roumanie, Bulgarie). Cela constitue un choix politique de la part de l'Europe de l'Ouest, un choix généreux. La ligne politique de la Commission et des Etats membres a été que ces nouveaux pays avaient droit, après des négociations qui ont été relativement rapides, à l'adhésion pleine et entière à l'Union européenne et ce, au détriment de la consolidation, de l'approfondissement du rêve européen fédéral.

L'Europe ne s'est pas montrée un club fermé. L'effort à faire désormais, c'est de reconnaître que la culture de ces pays, leurs propres héros, comme Lech Walesa et Solidarnosc, sont aussi constitutifs de l'identité européenne que Robert Schuman ou Jean Monnet. Parce qu'ils incarnent certaines valeurs, l'esprit de résistance, la liberté, la foi, ils enrichissent le patrimoine européen. Malgré des différents initiaux, nous avons tout intérêt à élaborer des représentations pour l'avenir, à nous dire que nous partageons ensemble les mêmes combats du passé pour la liberté et la démocratie car nous avons tous souffert du totalitarisme, du fascisme comme du communisme ; et nous avons en commun un patrimoine de valeurs qui, nous unissant, doit nous faire progresser ensemble vers la construction politique de l'Europe. Il y a eu un malentendu : certains pays d'Europe centrale et orientale ont suspecté, dans le transfert de souveraineté, une sorte d'Union soviétique à l'européenne. Ce malentendu doit être levé. Si l'indépendance nationale, au regard de l'histoire, constituait un optimum pour ces pays, ceux-ci commencent à comprendre qu'ils exercent dans les institutions, au Parlement, la Commission, le Conseil, une souveraineté où ils sont à égalité avec chacun des autres membres. La souveraineté qu'ils concèdent, ils la retrouvent démultipliée par la force de l'ensemble. Le temps, le dialogue, la pratique des institutions et le renouvellement des générations permettront, en optimiste que je suis, d'harmoniser les représentations collectives.

L'adaptation au monde des États européens, de chacun des peuples, est historiquement et philosophiquement un processus de civilisation. Il me semble que si l'Europe illustre que des nations anciennes arrivent à partager ensemble leur souveraineté, de faire face ensemble à la nécessité, elle montrera par sa réussite – l'Europe est prise au sérieux, l'euro est une réalité qui fait concurrence au dollar – aux autres entités du monde qui poussent à leur manière leur pion sur l'échiquier mondial qu'il existe une voie d'action commune qui devrait se propager à d'autres continents, aux pays africains, aux pays du Maghreb par exemple. Non pour constituer un monde en plusieurs blocs, mais parce que les solutions ne peuvent être que communes comme c'est le cas pour les questions de l'eau, de l'énergie, de l'immigration, des changements climatiques qui sont des problèmes globaux. Or les traiter au niveau du G 20, du G 8, c'est rester dans des structures qui sont toujours inter étatiques et fonctionnent à l'unanimité. Seules des organisations supranationales pourront, à mon avis, sauver l'humanité. La rarefaction des matières premières, l'immigration massive peuvent conduire à des conflits effrayants. L'Europe a peut-être encore un message à porter : seul un effort volontaire et rationnel peut surmonter la fatalité des guerres. Nous avons été vacciné de bien des maux – xénophobie, populisme, racisme – mais nous le serons à l'avenir dans la mesure où nous persévérons dans cette voie. Il y a là un message d'universalisme. Mais ce n'est pas gagné...